



Aucune expulsion à Notre-Dame-des-Landes Abandon définitif du projet d'aéroport

Affirmons-le partout en France, le 9 janvier

La tenue à Paris de la COP21 a vu une forte mobilisation de la société civile et des militants pour la justice climatique, pour poser les problèmes du réchauffement climatique. Ces mobilisations ont porté les moyens indispensables pour freiner ce réchauffement, en particulier le renoncement à l'extraction de 80 % des ressources fossiles, la lutte contre les paradis fiscaux pour récupérer l'argent nécessaire à la transition écologique et l'abandon de grands projets inutiles et imposés.

Parmi ces GPII, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes voit se multiplier les incitations à démarrer les travaux. François Hollande avait pendant cette COP une excellente raison d'annoncer l'abandon définitif du projet. Non seulement il n'en a pas saisi l'occasion, mais M. Valls a réaffirmé sa volonté d'engager les travaux au nouveau président de l'exécutif régional, B. Retailleau, qui, à peine élu, est allé dire au chef du gouvernement son « *ras-le-bol devant les agissements des hors-la-loi de la ZAD, qui depuis des années font régner un climat d'insécurité à Notre-Dame-des-Landes* » et lui a demandé « *d'évacuer le plus vite possible la ZAD* ».

Déjà pendant la COP 21, le gouvernement a laissé de fait AGO/Vinci lancer une procédure urgente en référendum-expulsion contre les habitants et paysans les plus anciens, sous astreinte financière jusqu'à 1000 € par jour, mise sous séquestre des biens et cheptels. AGO/Vinci n'a pas pu obtenir satisfaction le 10 décembre. Une nouvelle audience est prévue le 13 janvier

Il s'agit bien sûr d'une tentative grossière de préparer l'évacuation de la zone, et pour cela de diviser le mouvement en distinguant les « historiques » des « zadistes ».

Il est clair que AGO/VINCI et le gouvernement veulent entamer un nouveau bras de fer pour un projet inutile et néfaste. C'est sans compter sur un élément essentiel de la situation actuelle : le renforcement de la cohésion entre les différentes composantes du mouvement. Déjà en 2012, l'accueil à la Vache Rit des occupants des maisons détruites lors de l'opération César avait permis la tenue d'un QG pour la résistance, et tout à la fois exprimé et soudé la solidarité dans le mouvement. Cette cohésion a grandi toutes ces années, et à nouveau lors de la tracto-vélo de Notre-Dame-des-Landes à Versailles juste avant la COP21.

Les organisations signataires appellent tous leurs militant.e.s et au-delà à affirmer la détermination du mouvement à s'opposer à toute expulsion, à tout début de travaux, par une mobilisation très importante

le 9 janvier, à Notre-Dame-des-Landes et dans toute la France, en particulier en se rapprochant des comités de soutien.

Aucune expulsion d'aucun des occupant-e-s !

Agir pour l'Environnement : Stéphen Kerckhove - 06 06 88 52 66

Attac France : Geneviève Azam - 06 08 94 54 34

Confédération paysanne : Laurent Pinatel - 06 80 56 97 22

Générations Futures : François Veillerette 06 81 64 65 58

Les Amis de la Terre : Malika Peyraud - 06 88 48 93 68

Union syndicale Solidaires : Didier Aubé - 06 78 75 43 62